

Opération ZAC Pou de los Colobres - Perpignan

Conseil municipal: 40 M€ pour un éco-quartier à St-Gaudérique

1 600 logements dont le quart dédié à du locatif social, un hôtel, des bureaux, des commerces et une école sortiront de terre à Perpignan d'ici 2020.

Le dernier conseil municipal de la mandature qui s'est tenu mercredi soir a désigné l'aménageur de la future ZAC du Pou de los Colobres. Il s'agit du groupement Angelotti et GGL, qui avait il y a quinze jours été aussi choisi en conseil d'agglomération pour la réalisation d'une ZAC à Peyrestortes sous la même forme d'un éco-quartier. En course avec deux autres candidats, *Nexity* et *Gaia aménagement*, le groupement baptisé *SAS Pou de los Colobres*, a remporté la procédure pour l'aménagement de la ZAC.

Un éco-quartier, donc, sur 33,7 hectares situés au sud-est de Perpignan, entre la frange urbaine du quartier Saint-Gaudérique et la RD 22C. Le projet qui dépasse 40 millions d'euros vise à créer 1600 logements, dont 50% maximum pourront être réalisés sous forme de collectif et 25% seront destinés à des logements locatifs sociaux.

■ **Une école construite, un collège peut-être!**
L'aménagement prévoit éga-

lement, sur 26000 m², un hébergement hôtelier, des bureaux, commerces et artisanat, mais aussi un groupe scolaire, une structure d'accueil pour la petite enfance et « le cas échéant un futur collège près de l'avenue d'Argelès ». Selon le maire Jean-Marc Pujol, « les travaux de mise en œuvre du projet seront d'une durée de six ans ». Dans le détail du montage financier, le concessionnaire aménageur financera les 15,2 millions d'euros de travaux et 14,25 millions d'acquisitions foncières, mais aussi 1,698 M€ pour les équipements et les aménagements « sous maîtrise d'ouvrage tel que le pôle multi-accueil du groupe scolaire et petite enfance ».

A ce stade d'avancement du dossier, la contribution de la ville est évaluée à 2,6 M€ dont 1,8 M€ pour le financement des équipements publics.

■ Subventions aux associations

La ville a également attribué une deuxième série de subventions aux associations pour 2014. Soixante et une se partagent 191350 €. La

plus forte, 15000 €, revient au club de tennis du Moulin-à-Vent. A noter que la ville a attribué 6000 € à l'université de Perpignan pour le financement du *Pass culture*, 10000 € à la fondation de cette même université. Enfin, la chambre de commerce et d'industrie a reçu 10000 € pour l'organisation de la manifestation *Palais gourmand* qui se tiendra en avril prochain.

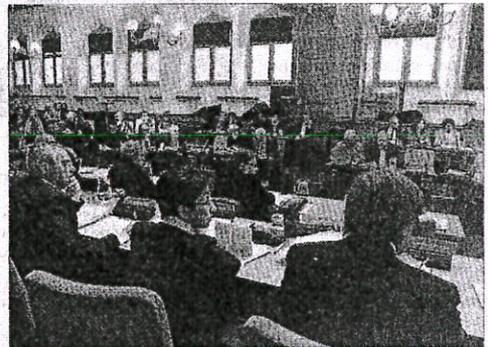
■ 2569 employés à la ville

Une des délibérations a rendu public les effectifs de la ville de Perpignan en poste au 1^{er} janvier 2014. La mairie compte 2236 fonctionnaires et 333 contractuels.

La filière police municipale comprend 106 personnes. La filière administrative est forte de 498 éléments, 1 198 pour la filière technique, 22 pour la filière sportive, 207 pour le social, 59 médico-social, 74 pour la culture et enfin 72 pour l'animation.

■ Petites phrases assassines

Le dernier conseil municipal de la mandature a aussi été l'occasion d'échanges de pe-



Le conseil municipal tel qu'on ne le verra plus. Photo Harry Jordan

tites phrases assassines. Le conseiller municipal d'opposition EELV Jean Codognès a ainsi lancé à Jean-Marc Pujol, avocat fiscaliste: « Moi, j'ai pas passé ma vie à faire en sorte que les riches paient moins d'impôts ».

Toujours à l'adresse du maire, la conseillère d'opposition PS Martine Ruiz a lâché: « Vous êtes en train de vendre le patrimoine de la ville! Plus de 9 millions de terrains et bâtiments vendus à des gens qui en feront des profits. Votre gestion n'est pas bonne, ça fait 15 ans que

je vous le dis sur les bancs de l'opposition! ».

Jean-Marc Pujol justement a donné lui aussi dans la pique relevée en répondant ainsi à une Clotilde Ripoull qui estimait que « le vrai DOB aura (il) lieu en avril » et que celui-ci était « un testament ou, pire, du temps perdu » (notre édition d'hier): « Madame Ripoull se dit aujourd'hui "0% parti et 100% politique" alors qu'elle est passée par tous les partis! ».

Dire que la "trêve" est une campagne électorale...

J. Marion et F. Michalak